



RÉUNION DE HAUT NIVEAU 2016
SUR LA FIN DU SIDA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
NEW YORK | 8-10 JUIN 2016

Michel Sidibé
Directeur exécutif de l'ONUSIDA 8 juin 2016
Siège des Nations Unies, New York, États-Unis d'Amérique
Séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies : la feuille de route pour mettre fin à l'épidémie de sida

Nous, les peuples





Nous, les peuples

Je voudrais commencer par remercier le Président de l'Assemblée générale, les facilitateurs, le Secrétaire général et les États membres de l'ONU pour leur contribution à l'élaboration de l'une des plus importantes déclarations politiques dans l'histoire des Nations Unies.

Je sais que la tâche n'a pas été aisée et que les négociations ont été difficiles. Cependant, cette déclaration politique va nous aider à clore un chapitre pour en ouvrir un nouveau et faire en sorte de mettre fin à l'épidémie de sida.

La Charte des Nations Unies commence par ces mots forts : « Nous, les peuples ». Je me présente devant vous aujourd'hui pour vous dire que nous, les peuples, avons réussi à enrayer l'évolution de l'épidémie de sida.

Ensemble, nous avons contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 6 : les taux de nouvelles infections par le VIH et de décès liés au sida ont baissé de manière significative. Nous avons honoré les engagements contenus dans la Déclaration politique sur le traitement du VIH de 2011.

Cela n'a pas été facile. Je me souviens d'un intervenant qui, ici-même en 2001, nous expliquait qu'il fallait accepter le fait que les pauvres du monde ne pouvaient avoir accès aux traitements antirétroviraux. Que ceux-ci seraient incapables de respecter les protocoles thérapeutiques. Que cela coûterait trop cher. Évidemment, à cette époque, le traitement revenait à 15 000 dollars par personne et par an.

Mais nous avons refusé cette situation et donné tort aux tenants de cette position. Nous avons réussi à faire passer le prix du traitement à moins de 100 dollars par personne et par an. Nous avons ainsi pu élargir l'accès à ces médicaments vitaux et à placer 15 millions de personnes sous traitement, huit mois avant l'échéance de 2015 fixée dans la Déclaration politique de 2011. Aujourd'hui, ce sont plus de 17 millions de personnes qui suivent un traitement.

Cela n'aurait pas été possible sans votre engagement et sans toutes ces années de travail acharné. Au nom de tous ces gens que vous n'aurez jamais l'occasion de rencontrer mais dont vous avez sauvé la vie, je vous dis merci.

Je souhaite aujourd'hui vous faire part de quelques très bonnes nouvelles. Pour la première fois dans l'histoire de cette épidémie, nous pouvons dire que l'Afrique a atteint le point d'inflexion. En effet, le nombre de personnes qui démarrent un traitement est désormais supérieur au nombre des nouvelles infections par le VIH sur le continent. Un tel résultat est véritablement impressionnant et rares sont ceux qui pensaient qu'il serait possible d'arriver si vite à ce tournant décisif.

Il faut toutefois prêter une attention particulière à l'Afrique occidentale et centrale. Cette région est en train d'être laissée pour compte. Nous devons veiller à ce que les dirigeants politiques mobilisent et concentrent leur énergie sur ces pays, l'objectif étant de multiplier par trois le taux de mise sous traitement dans les trois prochaines années. Il est très important de refuser une approche à deux vitesses en Afrique.

Il est magnifique de constater que notre rêve – qui nous paraissait alors lointain – d'éliminer la transmission mère-enfant du VIH et de parvenir à une génération sans sida est en train de devenir réalité. L'an dernier, le Cuba a atteint cet objectif, et pas plus tard qu'hier, l'Organisation mondiale de la Santé a également certifié que la transmission mère-enfant du VIH avait été éliminée en Arménie, au Bélarus et en Thaïlande.

Le Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie a été une réussite remarquable. Il y a encore quatre ans, 58 000 bébés naissaient chaque année avec le VIH en Afrique du Sud ; aujourd'hui, ils sont moins de



6000. Quatre vingts autres pays font état de moins de 50 enfants infectés par le VIH chaque année.

En 2000, 10 % des femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiaient d'un traitement antirétroviral. Aujourd'hui, grâce aux efforts de vous tous, 77 % de ces femmes sont sous traitement.

« Nous, les peuples » avons pris cet engagement ensemble et nous avons obtenu ce résultat ensemble. Il ne s'agissait pas de quelques-uns ou de certains d'entre nous. Les Nations Unies se doivent de toujours représenter chacun d'entre nous.

Notre travail ne se limite pas à fournir des médicaments aux personnes qui vivent avec le VIH. Notre tâche consiste à restaurer la dignité, à se battre pour la justice sociale et à instaurer l'équité partout et pour tous.

Un par un, nous brisons les carcans de la stigmatisation, de la discrimination, des préjugés et de l'exclusion. Nous devons œuvrer pour faire en sorte qu'aucune personne ne soit laissée pour compte en raison de ce qu'elle est ou de qui elle aime. Cela concerne notamment les détenus, les migrants, les personnes handicapées, les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, les consommateurs de drogues, les professionnel(le)s du sexe et les personnes transgenres.

Les portes des Nations Unies doivent rester ouvertes à tous. Nous ne pouvons pas réduire ces personnes au silence à l'heure où nous nous réunissons pour tracer la voie vers la fin de l'épidémie de sida.

N'oublions pas que, pour « nous, les peuples », le droit à la santé et à la dignité, consacré dans la Charte des Nations Unies, doit être universel. La riposte au sida a toujours été une affaire de partenariat, de solidarité, d'innovation et de transformation sociale. Elle a montré le pouvoir de l'intégration – avec la lutte contre la tuberculose, l'hépatite

C et le cancer du col de l'utérus, la santé maternelle et infantile, la santé sexuelle et reproductive, et la défense des droits de l'homme.

Cette approche a produit des résultats sans précédent. Grâce au soutien du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, du Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida et de vous tous, ce sont 9 millions de décès qui ont pu être évités.

Ces résultats et ces acquis sont toutefois fragiles. La vulnérabilité des adolescentes reste particulièrement choquante. La stigmatisation et la discrimination continuent à pousser certaines personnes à se cacher, ce qui les empêche d'accéder à des services d'une importance pourtant vitale.

Une révolution de la prévention est nécessaire, centrée sur les jeunes. À une époque où 62 individus possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, il est totalement inacceptable que 20 millions de personnes n'aient pas accès à un traitement.

Le sida est toujours là, mais il est possible d'en finir avec l'épidémie. Les cinq prochaines années vont être décisives. Il faut faire en sorte que les pays accélèrent la riposte à la maladie, afin que nous puissions atteindre l'objectif des trois 90. Nous devrions banaliser les tests de dépistage de manière à pouvoir atteindre chacune des 19 millions de personnes qui ignorent leur séropositivité. Les investissements nécessaires devront être réalisés le plus tôt possible.

Si nous n'agissons pas maintenant pour éliminer une fois pour toutes les facteurs qui entretiennent l'épidémie, le monde ne nous pardonnera pas les conséquences de notre complaisance.

Nous pouvons le faire. Nous devons le faire.

Nous, les peuples.



ONUSIDA

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

20 Avenue Appia
1211 Genève 27 Suisse

unaids.org